

# LA PREMIÈRE ANNÉE À LA TÊTE DE LA SSE MARQUÉE PAR LE CHANGEMENT

Au cours d'une interview, le président central de la SSE Gian-Luca Lardi dresse le bilan de sa première année d'exercice. Pour lui, les relations avec les syndicats restent difficiles.

**JSE: Vous êtes en poste depuis janvier 2015. Le rapport annuel de la SSE, joint à ce numéro du Journal Suisse des Entrepreneurs, représente également, dans une certaine mesure, un résumé de votre première année d'exercice. Comment avez-vous vécu cette première année à la tête de la SSE?**

Gian-Luca Lardi: À court terme, cette année a été fructueuse car nous avons mis cette période à profit pour prolonger la CN et consolider le financement de la RA. A moyen et long terme, l'année 2015 a marqué un tournant, d'une part, d'un point de vue économique, avec la suppression du cours plancher du franc, le 15 janvier 2015, qui a déclenché un séisme économique et entraîné des incertitudes pour le secteur de la construction. D'autre part, après des années fastes, nous enregistrons pour la première fois une réduction du volume des constructions. Nous ne savons pas encore si cette situation va se stabiliser ou si la baisse va se poursuivre. Il est d'ores et déjà certain que l'adoption de la loi sur les résidences secondaires a un impact négatif et que nous souffrons également du financement plus difficile des logements à usage personnel. Certes, cette loi réduit le risque d'une bulle immobilière mais ses effets pour nous sont négatifs. Je ne suis pas pessimiste de nature mais globalement, les temps s'annoncent difficiles pour le secteur de la construction.

**Revenons à un sujet positif, la prolongation de la CN. Pensez-vous que le fait de**



Gian-Luca Lardi dans son bureau au siège central de la SSE à Zurich.

**vous avoir à la table des négociations a été un avantage pour la SSE? Car les parties étaient en désaccord et les positions durcies?**

Lardi: Non, cela n'a joué aucun rôle. Au cours des mois précédant l'accord, un énorme travail a été fait et c'est ce qui a payé. Ce que l'on

*«Malheureusement, Novatrava n'a pas encore pris son envol.»*

a pu lire dans la presse ne reflétait pas ce qui s'est réellement passé lors des négociations.

**L'an dernier, lors de la «Journée de la construction», vous avez déclaré qu'il y aurait une réorganisation du partenariat**

**social en 2015. Dans quelle mesure votre pronostic s'est-il confirmé? En d'autres termes, êtes-vous satisfait du développement de la nouvelle organisation de travailleurs Novatrava?**

Lardi: Malheureusement, Novatrava n'a pas encore pris son envol. Je considère la concurrence comme importante, y compris dans le domaine des organisations de travailleurs. J'espère donc que Novatrava va pouvoir encore gagner du terrain.

**Qu'en est-il du «service spécialisé d'analyse des risques» controversé d'Unia?**

Lardi: Ce service existe encore de manière formelle mais de très nombreux maîtres d'ouvrage ont constaté qu'il ne remplit pas ses promesses. En revanche, nous voulons, avec toutes les parties prenantes, que l'application de la CN soit optimale: le secteur du second œuvre, les syndicats Syna et Cadres de la construction Suisse, des entreprises générales, différents représentants de maîtres d'ouvrage ainsi que le SECO participent à notre groupe de travail. Les premières étapes ont déjà été réalisées. Le syndicat Unia a été invité à participer à ce groupe de travail. Il ne devrait donc pas jouer sur les deux tableaux et devrait au moins suspendre ses activités en lien avec le «service spécialisé d'analyse des risques».

**Après la prolongation et avant les prochaines négociations: comment pensez-vous que les négociations sur la CN 2019 se dérouleront?**

Suite à la page 10 ►

► **Lardi:** Je ne serais pas surpris qu'il y ait à nouveau des problèmes de respect de l'obligation absolue de maintenir la paix sociale. Je souhaiterais que les syndicats prennent au sérieux le partenariat social mais je ne suis pas naïf. Ils forcent l'attention du public au moyen d'actions faisant beaucoup de bruit. Pour eux, une opposition systématique est devenue un outil de marketing.

**Vous parlez du fait que les syndicats aussi se livrent une lutte acharnée. Quel jugement portez-vous sur ce point?**

**Lardi:** Lorsqu'il n'y a aucune concurrence, le client, ici en l'occurrence le travailleur, est désavantagé. Je ne vois par conséquent pas d'un très bon œil le fait que le mouvement des travailleurs soit de plus en plus monopolisé.

**Concernant l'application optimale de la CN, la SSE va proposer une solution à**

**l'Assemblée des délégués du 19 mai 2016. Quelle forme a-t-elle?**

**Lardi:** Il s'agit de la poursuite du développement de la solution du badge personnalisé qui tient compte des besoins du secteur du second œuvre. Cette idée repose sur la conviction que le système de contrôle doit s'appliquer non seulement aux employeurs mais également à chaque collaborateur. Cette solution représente un engagement clair en faveur d'un partenariat réellement paritaire. De plus, nous ne voulions pas d'un système reposant sur une auto-déclaration car dans ce cas, des entreprises honnêtes seraient harcelées tandis que quelques moutons noirs pourraient s'en sortir par de fausses informations. Par ailleurs, le système doit être facile à utiliser d'un point de vue administratif et être adapté aux PME.

**Dans le Tessin, où vous habitez, il existe une solution consistant en une applica-**

**tion permettant aux constructeurs de signaler des chantiers irréguliers. Qu'en pensez-vous?**

**Lardi:** La section tessinoise est celle qui doit faire face à la plus forte concurrence déloyale. Elle a par conséquent développé ses propres solutions. Celle-ci est intéressante, mais, d'un autre côté, nous ne devons pas minimiser les risques qu'il y a à se faire justice soi-même.

**Craignez-vous que les problèmes auxquels le Tessin est confronté s'étendent à toute la Suisse?**

**Lardi:** Je ne l'espère pas et reste optimiste, mais à la SSE, nous devons nous préparer à un tel scénario car, c'est ce qui nous permettra, le cas échéant, de réagir de manière proactive. Mais à l'heure actuelle, fort heureusement, la pression exercée par les pays du Sud secoués par la crise ne nous affecte qu'au niveau régional.

**Un mot sur la responsabilité des sous-traitants?**

**Lardi:** Une chose est sûre, on peut très bien se passer de la responsabilité des sous-traitants. Elle n'a rien apporté de plus qu'une charge bureaucratique accrue. Comme nous l'avions prédit à l'époque, c'est un flop total.

**Des salaires justes sont une chose, des marges justes en sont une autre. Quelle est votre solution pour lutter contre les marges médiocres dans le domaine du secteur principal de la construction?**

*«La liberté de chacun doit être respectée.»*

**Lardi:** La principale caractéristique du secteur de la construction est que chaque construction représente un prototype. En d'autres termes: les maîtres d'ouvrage achètent une prestation qu'ils ne connaissent pas encore précisément. S'ils ne pensent qu'au prix, il arrive alors qu'ils achètent un produit qui, une fois terminé, ne correspond pas à leurs attentes. Nous voulons donc sensibiliser les

# Un pont-bascule ... un investissement rentable !



**Plus de flexibilité, plus d'indépendance, flux de marchandises optimisés.**

De plus en plus de sociétés dans l'agriculture, le commerce agricole, le bâtiment ou le recyclage optent pour leur propre pont-bascule.

**BPPCE: Pont-bascule acier ou béton avec capteurs intégrés.** Implantation hors sol ou en fosse. Montage aisé / Bon rapport qualité/prix / Dimensions de 6 à 20 x 3 m. Différentes portées.

Ponts bascules, périphériques, logiciel de pesage, assemblage en usine, maintenance immédiate, location, étalonnage. De nombreuses références en Suisse.

**Venez comparez les bascules de qualité alsacienne. Contactez-nous !**

Contact Suisse: 044 860 95 35 C17309



**pma**  
L'INGÉNIERIE  
DU PESAGE

**PMA • F-67610 La Wantzenau**  
Tel.: 0033 3 88 96 33 22 • Fax 0033 3 88 96 66 30  
info@pma-sa.com • www.pma-sa.com

maîtres d'ouvrage pour qu'ils choisissent l'offre la plus économique et non celle qui est la moins chère. Ils doivent également intégrer dans leur processus décisionnel la qualité et la fiabilité des entreprises exécutantes. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les maîtres d'ouvrage sont souvent inexpérimentés en ce qui concerne les constructions. Ils font confiance à des conseillers qui interprètent parfois leurs intérêts d'une manière pour le moins discutable.

#### **La numérisation croissante de la planification et la technologie BIM pourraient représenter un avantage ici?**

Lardi: Il se pourrait que cela représente une opportunité en matière d'innovation et un atout concurrentiel pour le secteur principal de la construction. Malgré tout, je ne pense pas que la situation du marché et de la concurrence change de manière importante pour nous.

#### **Le succès de propositions telles que l'initiative sur les résidences secondaires montre que les Suisses s'inquiètent de la perte de terres agricoles. En même temps, des projets de densification urbaine qui permettraient d'améliorer la situation se heurtent sans cesse à une résistance de leur part. Tel est le cas actuellement du projet «Berthold» à Zurich ou de l'ensemble immobilier près de la gare de Münsingen. Malgré la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, il reste difficile de densifier la construction. Comment expliquez-vous ce phénomène?**

Lardi: Il montre bien le côté schizophrénique de nombreuses personnes qui s'opposent à la construction de routes mais qui préfèrent prendre leur voiture plutôt que de marcher. La densification urbaine est l'un des défis majeurs des vingt prochaines années dans le domaine de l'aménagement du territoire. Je me déplace dans de nombreuses villes suisses et constate qu'elles sont constituées principalement d'immeubles à cinq étages. Si nous pouvions construire des immeubles à sept ou huit étages, comme à Paris par exemple, l'esthétisme des villes ne serait quasiment pas

touché et beaucoup plus de logements pourraient être proposés. De nombreux terrains pourraient ainsi rester préservés. Cette situation est encore trop peu comprise par la population. Il y a un grand besoin d'informations à ce sujet.

#### **L'architecte lausannoise Mariette Beyeler a proposé d'augmenter le nombre d'habitants par maison individuelle. La raison de sa proposition est que seulement une ou deux personnes, de plus de 65 ans, occupent quelque 250 000 maisons individuelles. Selon cette architecte, ces maisons devraient davantage être transformées en maisons bi-familles voire pluri-familiales. Qu'en pensez-vous?**

Lardi: C'est un très mauvais exemple car cela implique une intervention au niveau législatif et étatique. Pour densifier la construction, nous n'avons pas besoin d'encore plus de lois mais de beaucoup plus de liberté. Il faut simplifier les procédures administratives du droit de la construction et faire preuve de davantage de souplesse.

#### **Le tournant énergétique sera réussi lorsque suffisamment de nouvelles constructions auront remplacé les anciennes qui ne sont plus conformes d'un point de vue énergétique. A maints égards, les propriétaires immobiliers manquent d'incitations pour franchir le pas, à commencer par le locatif – ils doivent faire face à une résistance de la part des locataires, ces derniers ne voulant pas voir leurs loyers augmenter. Que faudrait-il faire?**

Lardi: Il se pourrait bien que le droit du bail s'avère contre-productif. Concernant la densification urbaine, il est pour moi plus important que les constructions de remplacement soient considérées comme des rénovations d'un point de vue fiscal, ce qui permet de garantir pleinement tous les avantages énergétiques de ces nouvelles constructions.

#### **Le nombre de logements locatifs augmente. Christian Kraft, de Swiss Real Estate Research au Credit Suisse, a confirmé que les locataires sont moins disposés**

#### **que les propriétaires à payer davantage pour un logement de meilleure qualité. Selon vous, qu'est-ce que cela signifie pour la branche de la construction en termes de développement?**

Lardi: La plupart des locataires ne sont pas encore prêts à payer des loyers plus élevés pour des logements éco-compatibles. Changer les mentalités va prendre beaucoup de temps. Les constructions de remplacement vont toutefois prendre de plus en plus d'importance. Prenez, par exemple, le cas de la viande bio ou de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables. Lors de leur entrée sur le marché, ces produits étaient peu vendus. Ils ont depuis pris une place de plus en plus importante, même les grands distributeurs s'y mettent. C'est ce qui va arriver pour les matériaux de construction écologiques ainsi que pour les constructions éco-compatibles, qui ne vont cesser de se généraliser.

#### **Quelles sont vos priorités pour les prochains mois?**

Lardi: Ma principale priorité est l'application optimale de la CCT. Elle doit maintenant être mise en œuvre concrètement. Une autre de mes priorités est la sensibilisation des maîtres d'ouvrage pour qu'ils attribuent l'exécution des travaux de construction aux prestataires les plus économiques et non à ceux qui sont les moins chers. Dans ce cadre, nous voulons mettre des moyens concrets à la disposition des maîtres d'ouvrage.

#### **Votre prédécesseur, Werner Messmer, était également conseiller national. Avez-vous aussi l'intention de briguer un mandat politique?**

Lardi: Mon poste de président central de la SSE comporte déjà un aspect politique, étant donné que je représente des intérêts. Je n'exclus pas la possibilité d'exercer une fonction politique dans le futur mais pour le moment, mes attributions en tant que président central de la SSE et en tant que CEO d'une entreprise de construction m'occupent à plein temps.

Interview: Susanna Vaneek

# IL SUO PRIMO ANNO DI PRESIDENZA È STATO UN ANNO DI CAMBIAMENTI

Nell'intervista il presidente della SSIC Gian-Luca Lardi traccia un bilancio del suo primo anno in questa funzione e ritiene che i rapporti con i sindacati resteranno difficili.

**È in carica dal gennaio 2015. Il rapporto annuale della SSIC, allegato a questo numero del Giornale Svizzero degli Impresari Costruttori è in un certo senso anche una sintesi del Suo primo anno come Presidente centrale. Come ha vissuto questo primo anno alla guida della SSIC?**

Gian-Luca Lardi: Analizzato sul breve periodo è stato un anno positivo perché abbiamo potuto investire tempo per la proroga del CNM e la garanzia del finanziamento della FAR. In un'ottica di media e lunga scadenza il 2015 è stato un anno di svolta: da un lato per l'intera economia con la soppressione della soglia minima di cambio franco-euro che ha sconvolto il mondo economico e ha generato incertezza nel settore della costruzione; dall'altro, per la prima volta dopo anni di boom di crescita, abbiamo registrato una riduzione del volume dell'attività edilizia. Non sappiamo ancora se la situazione si consoliderà su questi livelli o se crollerà ulteriormente. Ciò che è certo è che l'accettazione dell'iniziativa contro le residenze secondarie ha già prodotto effetti negativi e che il nostro settore risente anche delle accresciute difficoltà di finanziamento delle abitazioni proprie. Non sono pessimista, ma tutto sommato prevedo tempi difficili per l'edilizia.

**Torniamo agli aspetti positivi, alla proroga del CNM. Ritiene che per la SSIC sia stato un vantaggio inserire al tavolo delle trattative una nuova persona in qualità di Presidente? In fin dei conti le parti erano in disaccordo, i fronti si sono irrigiditi sulle proprie posizioni.**

Lardi: No, il fatto che ci fosse una nuova figura non ha avuto alcun ruolo. Nei mesi che hanno preceduto l'accordo si è lavorato molto e in fin dei conti tutto questo lavoro è stato ripagato. Ciò che i media hanno riportato a tratti non corrispondeva alla realtà dei negoziati.

**In occasione dell'ultima «Giornata della costruzione» ha annunciato che nel 2015 il partenariato sociale avrebbe avuto un nuovo assetto. In quale misura questa**

*«Prevedo tempi difficili per l'edilizia.»*

**ipotesi si è avverata? Detto in altre parole, è soddisfatto della direzione presa dalla nuova organizzazione dei lavoratori Novatrava?**

Lardi: Sfortunatamente Novatrava non è ancora decollata. Per me la concorrenza è importante, anche nel settore delle organizzazioni dei lavoratori. Spero quindi che Novatrava possa recuperare terreno.

**Come stanno le cose con il controverso «Servizio di analisi dei rischi» dell'Unia?**

Lardi: Formalmente esiste ancora, tuttavia numerosi committenti si sono resi conto che questo Servizio non offre quanto promette. Noi vogliamo invece migliorare l'esecuzione assieme a tutti gli stakeholder: a bordo ci sono l'edilizia secondaria, i Sindacati Syna e quello dei Quadri dell'edilizia svizzera, imprese generali e diversi rappresentanti dei committenti

nonché la SECO. I primi passi sono già stati compiuti. Unia è invitato a collaborare a questo gruppo di lavoro. Il Sindacato non deve però tenere i piedi in due staffe, deve perlomeno sospendere le proprie attività nel «Servizio di analisi dei rischi».

**Dopo la proroga e prima delle trattative: come ritiene possano svilupparsi le trattative per il CNM 2019?**

Lardi: Non sarei sorpreso, se subentrassero nuovamente problemi con l'obbligo assoluto di rispettare la pace del lavoro. Auspico che i sindacati prendano seriamente il partenariato sociale, ma non sono un ingenuo. I sindacati vogliono attirare l'attenzione dell'opinione pubblica e la ottengono suscitando clamore e sferrando azioni. Mettersi di traverso è ormai diventato uno strumento di marketing per i sindacati.

**Allude al fatto che i sindacati competono fra loro. Come valuta la situazione?**

Lardi: Dove non c'è concorrenza, il cliente, in questo caso il lavoratore, vive una situazione di svantaggio. La tendenza a monopolizzare ulteriormente il movimento dei lavoratori non mi pare una buona cosa.

**In materia di ottimizzazione dell'esecuzione la SSIC propone una soluzione all'Assemblea dei delegati del 19 maggio 2016. In cosa consiste?**

Lardi: Si tratta di un ulteriore sviluppo della soluzione con il badge, che tiene conto anche delle esigenze dell'edilizia secondaria. È una proposta fondata sulla convinzione che non



Gian-Luca Lardi  
nel suo ufficio presso  
la sede centrale della  
SSIC a Zurigo.

solo il datore di lavoro, ma anche il singolo collaboratore debba essere monitorato dal sistema di controllo. La soluzione è una chiara riaffermazione di quel partenariato paritetico che ha dato buona prova di sé. Inoltre non vogliamo un sistema che si basi sull'autodichiarazione, in quanto le ditte oneste verrebbero vessate, mentre le poche pecore nere potrebbero aggirare la normativa fornendo false indicazioni. Per di più il sistema dovrebbe essere semplice dal profilo amministrativo e compatibile con le PMI.

**In Ticino, dove Lei risiede, esiste una soluzione con un'applicazione che consente agli impresari costruttori di segnalare cantieri non a norma. Cosa ne pensa?**

Lardi: La Sezione Ticino è la sezione maggiormente confrontata con il fenomeno della concorrenza sleale e pertanto ha sviluppato degli

approcci propri al problema. Questa soluzione è interessante, ma non dobbiamo sottovalutare i rischi di una giustizia fai da te.

**Teme che i problemi del Ticino possano diffondersi in tutta la Svizzera?**

Lardi: Spero di no e sono anche fiducioso, ma noi della SSIC dobbiamo prepararci a un simile scenario, perché solo così all'occorrenza potremo agire in maniera proattiva. Fortunatamente al momento la pressione proveniente da territori in crisi fuori dal confine sud della Svizzera è ravvisabile solo a livello regionale.

**Una battuta sulla responsabilità dei subappaltatori.**

Lardi: La responsabilità dei subappaltatori può essere tranquillamente abolita. A parte un aumento di burocrazia, non ha portato

nulla. Come avevamo pronosticato a suo tempo, si tratta di un flop.

**Salari equi sono una cosa, margini di guadagno equi un'altra. Quale è la Sua ricetta contro i margini di guadagno contenuti nell'edilizia principale?**

Lardi: La caratteristica del costruire è che ogni opera costituisce un prototipo. In altre parole: i committenti acquistano una prestazione che ancora non conoscono di preciso. Se si rifanno unicamente al prezzo, acquistano un prodotto che una volta ultimato non corrisponderà alle loro aspettative. Desideriamo sensibilizzare i committenti, invitandoli a scegliere l'offerta economicamente più vantaggiosa, ma non necessariamente la meno cara. Nel loro processo decisionale devono includere anche altri parametri come la qualità e l'affidabilità dell'impresa. Non bisogna dimenticare che spesso i committenti sono inesperti in materia di costruzione. Si affidano a consulenti che talvolta interpretano i loro interessi in maniera individuale, per dirla in tono cauto.

**La crescente digitalizzazione della pianificazione e il sistema BIM potrebbero rivelarsi un'opportunità?**

Lardi: Può darsi che anche nell'edilizia principale si aprano delle opportunità per innovazioni, che consentono di sfruttare vantaggi derivanti dalla competizione. Ciononostante non credo che la situazione di mercato e di concorrenza cambierà in maniera sostanziale per noi.

Continua a pagina 16 ►

► **I successi di oggetti in votazione come l'iniziativa contro le residenze secondarie evidenziano come la popolazione svizzera sia preoccupata per la perdita di terreno coltivabile. Al contempo progetti per la densificazione dell'insediamento, che potrebbero aiutare a contenere la dispersione, incontrano ripetutamente resistenza nella popolazione. È il caso attualmente del progetto «Berthold» a Zurigo o dell'ampliamento della stazione di Münsingen. Nonostante la nuova legge sulla pianificazione del territorio è quindi difficile**

**costruire concentrando gli insediamenti. Come spiega questo fenomeno?**

Lardi: Qui si palesa la schizofrenia di numerosi elettori, che sono contrari alla costruzione di strade, ma che continuano a utilizzare l'automobile invece di spostarsi a piedi. La densificazione costituisce una delle grandi sfide della pianificazione territoriale dei prossimi 20 anni. Io frequento numerose città in Svizzera: mi sono accorto che la maggior parte di queste città si compone di edifici a cinque piani. Se potessimo innalzarli a sette o otto piani, come per esempio a Parigi, l'estetica della città ne

risentirebbe ben poco, ma si creerebbe molto spazio abitativo in più. In questo modo molto terreno potrebbe restare ineditato. Queste correlazioni sono ancora recepite troppo poco dalla popolazione, in questo contesto c'è veramente bisogno di spiegare e informare.

**L'architetto losannese Mariette Beyler ha proposto di densificare le case unifamiliari. Questa proposta nasce dalla constatazione che in circa 250 000 case unifamiliari vivono una o due persone, che per di più hanno superato i 65 anni di età. Beyler suggerisce di convertire queste abitazioni in case bi- o plurifamiliari. Cosa ne pensa?**

Lardi: È un pessimo esempio, poiché si vuole intervenire con un approccio regolativo e statalista. Per costruire in maniera densificata non abbiamo bisogno di maggiori prescrizioni, bensì di maggiori libertà. Il diritto della costruzione dev'essere sburocratizzato e la libertà di manovra nella realizzazione accresciuta.

**La svolta energetica avrà successo se sarà possibile realizzare un numero sufficiente di nuove abitazioni sostitutive al posto di stabili datati ed energeticamente scadenti. Spesso mancano incentivi che possano invogliare i proprietari di immobili a compiere questo passo.**

*«Il diritto della costruzione dev'essere sburocratizzato»*

**Negli oggetti di locazione il padrone di casa incontra resistenza da parte dell'inquilino, perché non è disposto a pagare una pigione più elevata. Come bisognerebbe agire in questo frangente?**

Lardi: In questo contesto il diritto in materia di locazione potrebbe avere un effetto controproducente. In vista della densificazione mi sembra però più importante che i nuovi edifici godano di un trattamento fiscale pari a quello riservato ai risanamenti. In questo modo garantiamo che i vantaggi energetici dei nuovi stabili abbiano veramente la meglio sulla vecchia sostanza edilizia.

#### **Esame professionale di capo muratrice e capo muratore**

Società Svizzera degli Impresari-Costruttori (SSIC)  
Associazione Svizzera delle Imprese di Perforazione  
e Taglio del Calcestruzzo (ASPT)  
Infra Suisse  
Quadri dell'edilizia svizzera  
Sindacato Unia  
Sindacato Syna



#### **Esame professionale di capo muratrice e capo muratore 2017**



L'esame professionale di capo muratrice e capo muratore in italiano si terrà dal **9 al 13 gennaio 2017** a Gordola.

#### **È ammesso all'esame il candidato che:**

- a) è titolare di un certificato federale di capacità come muratore, operatore al taglio edile, nel settore professionale della costruzione delle vie di traffico o di un certificato equivalente;
- b) dimostra di avere un'esperienza professionale di quattro anni dopo l'ottenimento del certificato federale di capacità in un'impresa di costruzioni o in un'impresa di taglio edile, di cui tre anni come capo squadra o capo muratore e di cui almeno due anni nel settore dell'attestato professionale richiesto.

La tassa d'esame di CHF 2000.- più l'IVA sarà fatturata al momento in cui sarà comunicata la decisione in merito all'ammissione all'esame. È fatto salvo il pagamento della tassa d'esame.

Vi preghiamo d'iscrivervi con tutti i documenti necessari entro il **31 luglio 2016** a:

Centro formazione Professionale SSIC-TI  
Via Santa Maria 27  
6596 Gordola

V'invitiamo a consultare il sito per ulteriori informazioni e per scaricare il modulo d'iscrizione:

[www.baumeister.ch/index.php?id=21&L=2](http://www.baumeister.ch/index.php?id=21&L=2)

C17118

**La quota di abitazioni in affitto cresce. Christian Kraft di Credit Suisse Real Estate Research ha documentato come gli inquilini siano meno disposti dei proprietari di case a pagare di più per una maggiore qualità. Cosa significa secondo Lei questa tendenza per il settore?**

Lardi: Al momento la maggioranza degli inquilini non è ancora disposta a pagare affitti più alti per soluzioni ecologiche. Ma ci troviamo all'interno di un lungo percorso di cambiamento di mentalità, per cui l'importanza di questi edifici aumenterà. Possiamo citare l'esempio della carne biologica o dell'energia da fonti rinnovabili. Quando sono stati immessi sul mercato, questi prodotti occupavano quote

di mercato marginali, ora però hanno un ruolo sempre maggiore e anche i grandi distributori puntano su questi prodotti. Succederà così anche per i materiali di costruzione ecologici e l'approccio edilizio ecoconsapevole. Con il tempo si affermeranno sempre di più.

**Quali sono le priorità del Suo lavoro nei prossimi mesi?**

Lardi: Il miglioramento dell'esecuzione del CCL ha forte priorità. Dev'essere implementato in maniera concreta. Un'altra priorità riguarda la sensibilizzazione dei committenti ad appaltare i lavori a chi presenta l'offerta più favorevole dal profilo economico invece di quella semplicemente meno cara. A questo proposito

intendiamo mettere a disposizione dei committenti strumenti di aiuto concreti.

**Il Suo predecessore Werner Messmer era dal 1999 al 2011 Consigliere nazionale. In futuro desidera assumere una carica politica?**

Lardi: Il mio compito come Presidente centrale della SSIC implica già oggi un certo operato politico in qualità di rappresentante degli interessi di categoria. Per il futuro, insomma, non escludo un impegno politico, anche se al momento i miei due incarichi come Presidente della SSIC e CEO di un'impresa di costruzione mi assorbono completamente.

Intervista: Susanna Vaneck

## APPALTO: COME VOLEVASI DIMOSTRARE ...

Appalto per il nuovo porto comunale di Gambarogno: Un progetto mal gestito sin dall'inizio, che finora ha solo causato costi alle ditte che hanno elaborato le offerte.

La SSIC Sezione Ticino aveva espresso a chiare lettere al Committente – il Municipio del Comune di Gambarogno – il proprio disappunto dopo l'annullamento dell'appalto per le opere frangiflutti galleggianti del nuovo porto comunale. In sostanza, lo scorso mese di settembre era avvenuta l'apertura delle offerte. Tre furono le offerte pervenute, tra i quali una ditta ticinese, un consorzio formato da due imprese ticinesi e uno formato da due ditte italiane. In fase di apertura è stato svelato il preventivo del committente che è poco meno di 4 milioni di franchi e con una chiara premessa: «Preventivo del committente inteso quale importo massimo per i lavori oggetto del presente appalto.» Visto che tutte le offerte erano superiori al preventivo del committente, il concorso è stato annullato. L'offerta più bassa era di 5 milioni, 6,8 milioni la seconda e 7,7 milioni la terza offerta, quella del consorzio italiano. «E fino a questo punto nulla da obiettare in quanto se un ente pubblico dispone di un determinato tetto massimo di spesa, ciò va rispettato», scrive la SSIC

Sezione Ticino. «Semmai le perplessità nascono in merito all'attendibilità del preventivo del committente. E qui qualche dubbio iniziava a spuntare.»

### Nuovo concorso

Il committente ha deciso di rivedere, seppure in modo marginale il progetto, e di indire un nuovo concorso pubblico, con la differenza che ora le imprese sapevano il limite massimo di spesa del committente.

Lo scorso 12 aprile, ha avuto luogo la nuova apertura delle offerte, con il preventivo del committente ridotto, a seguito delle modifiche di progetto di circa 350000 franchi, a 3,6 milioni di franchi. Quattro le offerte pervenute. Alle tre del primo concorso si è aggiunto un consorzio ticinese. Per quanto riguarda gli offerenti ticinesi, il prezzo complessivo è stato ridotto proporzionalmente alle modifiche di progetto, cioè di qualche centinaia di migliaia di franchi, mentre l'offerente italiano è passato dai 7,7 milioni di franchi della prima offerta a 3,99 milioni di franchi! «Ci chiediamo

a questo punto come sia possibile che di fronte ad una riduzione dell'importo di preventivo del committente pari a 346541 franchi, un offerente abbia potuto ridurre la propria offerta di ben 3669559 franchi (guarda caso offrendo un prezzo praticamente uguale al primo preventivo reso pubblico dal committente)», scrive la SSIC Sezione Ticino.

Ora bisognerà vedere se l'appalto sarà annullato di nuovo visto che il minor prezzo è ancora superiore al preventivo aggiornato del committente. «Un progetto mal gestito sin dall'inizio, che finora ha solo causato costi alle ditte che hanno elaborato le offerte!», sostiene la SSIC Sezione Ticino. «Vi è solo da sperare che il lavoro che verrà eseguito sul nostro territorio rispetti almeno le disposizioni vigenti in Ticino (contratti collettivi di lavoro, leggi e ordinanze sul lavoro, direttive nell'ambito della sicurezza, ecetera). In caso contrario saremmo confrontati con un evidente caso di concorrenza sleale che danneggia l'economia cantonale» l'amara conclusione della SSIC Sezione Ticino.



Gian-Luca Lardi  
in seinem Büro  
am SBV-Hauptsitz  
in Zürich.

## SEIN ERSTES JAHR WAR EIN JAHR DES UMBRUCHS

Im Interview bilanziert SBV-Präsident Gian-Luca Lardi sein erstes Amtsjahr und meint, dass das Verhältnis zu den Gewerkschaften schwierig bleiben wird.

**SBW:** Sie sind seit Januar 2015 im Amt. Der Jahresbericht des SBV, der dieser Ausgabe der Schweizer Bauwirtschaft beiliegt, ist im gewissen Sinne auch ein Resümée Ihres ersten Jahres als Zentralpräsident. Wie haben Sie Ihr erstes Jahr an der SBV-Spitze erlebt?

Gian-Luca Lardi: Kurzfristig gesehen war das Jahr erfreulich, weil wir die Zeit für die Verlängerung des LMV und die Sicherstellung der Finanzierung des FAR nutzen konnten. Mittel- und langfristig stellt das Jahr 2015 einen Wendepunkt dar, einerseits gesamtwirtschaftlich, indem der 15. Januar 2015 beziehungsweise

die Aufhebung des Franken-Mindestkurses ein wirtschaftliches Erdbeben auslöste, das für die Bauwirtschaft Unsicherheit bedeutet. Andererseits verzeichnen wir nach Boomjahren zum ersten Mal eine Reduktion des Bauvolumens. Wir wissen noch nicht, ob es sich auf diesem tieferen Niveau konsolidieren wird

**PROBST  
MAVEG**





oder ob die Talfahrt weitergeht. Sicher ist, dass sich die Annahme der Zweitwohnungsinitiative bereits negativ auswirkt und dass wir auch unter der erschwerten Finanzierung der Eigenheime leiden. Gewiss, diese reduziert das Risiko einer Immobilienblasenbildung, aber für uns ist es negativ. Ich bin nicht pessimistisch, aber alles in allem sehe ich schwierigere Zeiten auf die Bauwirtschaft zukommen.

**Zurück zum Positiven, zur Verlängerung des LMV. Denken Sie, dass es für den SBV ein Vorteil war, dass sich mit Ihnen eine neue Person an den Verhandlungstisch setzte? Schliesslich waren die Parteien uneins, die Fronten verhärtet.**

Lardi: Nein, das spielte keine Rolle. In den Monaten vor der Einigung war sehr viel gearbeitet worden, das war es, was sich schlussendlich auszahlte. Was man in den Medien las, entsprach zeitweise nicht der Verhandlungsrealität.

**Am letztjährigen «Tag der Bauwirtschaft» sprachen Sie davon, im 2015 würde es eine Neuordnung der Sozialpartnerschaft geben. Inwiefern hat sich die damals geäusserte Prognose bewahrheitet? Oder, anders gefragt, sind Sie mit der Entwick-**

*«Bedauerlicherweise ist Novatrava noch nicht zum Fliegen gekommen.»*

**lung der neuen Arbeitnehmerorganisation Novatrava zufrieden?**

Lardi: Bedauerlicherweise ist Novatrava noch nicht zum Fliegen gekommen. Für mich ist

der Wettbewerb wichtig, auch im Bereich der Arbeitnehmerorganisationen. Ich hoffe also, dass Novatrava noch Terrain gutmachen können wird.

**Wie steht es um die umstrittene «Fachstelle Risikoanalyse» der Unia?**

Lardi: Sie besteht formell noch, sehr viele Bauherren haben aber gemerkt, dass sie nicht das bringt, was sie verspricht. Wir wollen hingegen zusammen mit allen Stakeholders eine Vollzugsverbesserung erreichen: Mit an Bord sind das Baunebengewerbe, die Gewerkschaft Syna und Baukader Schweiz, Generalunternehmen und verschiedene Bauherrenvertreter sowie das Seco. Die ersten Schritte dazu wurden bereits vollzogen. Die Gewerkschaft Unia ist eingeladen, bei dieser Arbeitsgruppe mitzumachen. Allerdings sollte die Gewerkschaft dann nicht auf zwei Hochzeiten tanzen, sie müsste ihre Aktivitäten in Sachen «Fachstelle Risikoanalyse» zumindest stilllegen.

**Nach der Verlängerung ist vor der Verhandlung: Wie denken Sie, dass die Verhandlungen zum LMV 2019 ablaufen werden?**

Lardi: Ich wäre nicht überrascht, wenn es wieder Probleme mit der Einhaltung der absoluten Friedenspflicht gäbe. Ich würde mir wünschen, dass die Gewerkschaften die Sozialpartnerschaft ernst nehmen, aber ich bin nicht blauäugig. Die Gewerkschaften erzwingen die

öffentliche Aufmerksamkeit, und diese bekommen sie mit Lärm und diversen Aktionen. Sich quergestellt ist für sie zum Marketinginstrument geworden.

**Sie sprechen damit an, dass sich auch die Gewerkschaften in einem Verdrängungskampf befinden. Wie beurteilen Sie das?**

Lardi: Wo kein Wettbewerb stattfindet, ist der Kunde im Nachteil, in diesem Fall der Arbeit-

*«Wir wollen mit allen Stakeholders eine Vollzugsverbesserung erreichen.»*

nehmer. Für mich ist es daher keine gute Entwicklung, wenn die Arbeitnehmerbewegung zunehmend monopolisiert wird.

**In Sachen Vollzugsoptimierung beantragt der SBV an der Delegiertenversammlung vom 19. Mai 2016 eine Lösung. Wie sieht sie aus?**

Lardi: Es handelt sich um eine Weiterentwicklung der Badge-Lösung, die auch auf die Bedürfnisse des Baunebengewerbes Rücksicht nimmt. Dahinter steht die Überzeugung, dass nicht nur der Arbeitgeber, sondern auch der einzelne Mitarbeiter vom Kontrollsystem erfasst werden soll. Die Lösung ist ein klares Bekenntnis zur bewährten paritätischen Partnerschaft. Wir wollten zudem kein System, das auf einer Selbstdeklaration beruht, weil damit ehrliche Firmen schikaniert würden, während die wenigen schwarzen Schafe durch Falschangaben durchschlüpfen könnten.

Fortsetzung auf Seite 21 ►

Mehr leisten: Hitachi Serie-6 mit Fullservice !

HITACHI

PROBST MAVEG AG, Tel. 032 387 08 08, [www.probst-maveg.ch](http://www.probst-maveg.ch)

Reliable solutions

D17117

► Weiter sollte das System administrativ einfach und KMU-kompatibel sein.

**Im Tessin, wo Sie leben, gibt es eine Lösung mit einer App, mittels der Baumeister irreguläre Baustellen melden können. Was halten Sie davon?**

Lardi: Die Sektion Tessin ist am stärksten mit einem unehrlichen Wettbewerb konfrontiert und hat deshalb eigene Lösungsansätze entwickelt. Diese Lösung ist interessant, wir sollten auf der anderen Seite die Risiken einer Selbstjustiz nicht unterschätzen.

**Befürchten Sie, dass die Probleme, die das Tessin hat, sich auf die ganze Schweiz ausbreiten könnten?**

Lardi: Ich hoffe nicht und bin auch positiv eingestellt, aber wir vom SBV müssen uns ganz klar auf ein solches Szenario vorbereiten, weil wir nur so im Falle eines Falles proaktiv handeln können. Aber heute ist der Druck aus dem südlichen krisengeschüttelten Ausland bei uns zum Glück nur regional spürbar.

**Ein Stichwort zur Subunternehmerhaftung.**

Lardi: Die Subunternehmerhaftung kann man getrost abschaffen, so viel steht fest. Ausser einem bürokratischen Mehraufwand hat sie nichts gebracht. Sie ist, wie von uns damals vorausgesagt, ein Flop.

**Faire Löhne sind das eine, faire Margen das andere. Wie lautet Ihr Rezept gegen die tiefen Margen im Bauhauptgewerbe?**

Lardi: Das Charakteristische beim Bauen ist, dass jedes Bauwerk einen Prototypen darstellt. Mit anderen Worten: Bauherren kaufen eine Leistung ein, die sie noch nicht genau kennen. Orientieren sie sich dabei nur nach dem Preis, passiert es, dass sie ein Produkt einkaufen, das nach Vollendung nicht ihren Erwartungen entspricht. Wir wollen in diesem Sinne die Bauherren sensibilisieren, dass sie das wirtschaftlichste und nicht das billigste Angebot wählen. Sie sollen auch die Qualität und die Zuverlässigkeit der ausführenden Firmen in ihren Entscheidungsprozess einbeziehen. Dabei darf nicht vergessen gehen, dass

Bauherren oftmals in Sachen Bauen unerfahren sind. Sie verlassen sich auf Berater, die ihre Interessen aber bisweilen individuell interpretieren, um es mal vorsichtig auszudrücken.

**Könnten die zunehmende Digitalisierung der Planung beziehungsweise BIM diesbezüglich eine Chance darstellen?**

Lardi: Kann sein, dass sich damit Chancen für Innovationen eröffnen, sodass sich auch

*«Für verdichtetes Bauen brauchen wir mehr Freiheiten»*

im Bauhauptgewerbe Möglichkeiten eröffnen, sich Wettbewerbsvorteile zu verschaffen. Trotzdem denke ich nicht, dass sich die Markt- und Konkurrenzsituation für uns wesentlich verändern wird.

**Erfolge von Vorlagen wie der Zweitwohnungsinitiative zeigen, dass die Schweizer Bevölkerung über den Verlust von Kulturland beunruhigt ist. Gleichzeitig stossen Projekte zur Siedlungsverdichtung, die Abhilfe schaffen würden, immer wieder auf Widerstand aus der Bevölkerung, aktuell das Projekt «Berthold» in Zürich oder eine Überbauung in Münsingen beim Bahnhof. So ist es trotz neuem Raumplanungsgesetz schwierig, verdichtet zu bauen. Wie erklären Sie sich dieses Phänomen?**

Lardi: Da zeigt sich die Schizophrenie von vielen Stimmberechtigten, die etwa gegen den Bau von Strassen sind, die dann aber doch lieber das Auto nehmen, statt zu Fuss zu gehen. Die Verdichtung ist eine der grossen Herausforderungen in der Raumplanung in den nächsten 20 Jahren. Ich bin in zahlreichen Schweizer Städten unterwegs: Dabei fällt mir auf, dass sie meistens aus fünfstöckigen Gebäuden bestehen. Könnten wir diese Flächen, wie zum Beispiel in Paris, sieben- oder achtstöckig bebauen, so würde das die Ästhetik der Stadt kaum beeinflussen, es würde aber dadurch sehr viel zusätzlicher Wohnraum geschaffen. Damit könnte viel Land unverbaut

bleiben. Diese Zusammenhänge werden von der Bevölkerung noch zu wenig wahrgenommen, da besteht ein grosser Aufklärungsbedarf.

**Die Lausanner Architektin Mariette Beyerler hat vorgeschlagen, Einfamilienhäuser zu verdichten. Der Hintergrund für den Vorschlag ist, dass in rund 250 000 Einfamilienhäusern nur eine oder zwei Personen wohnen, die zudem über 65 Jahre alt sind. Diese Häuser sollen gemäss der Architektin vermehrt zu Zwei- oder Mehrfamilienhäusern umgebaut werden müssen. Was denken Sie darüber?**

Lardi: Das ist ein ganz schlechtes Beispiel, weil man regulatorisch und etatisch vorgehen möchte. Für ein verdichtetes Bauen brauchen wir nicht noch mehr Vorschriften, sondern viel mehr Freiheiten. Das Baurecht muss entbürokratisiert werden, die Gestaltungsfreiheit sollte erhöht werden.

**Die Energiewende wird gelingen, wenn genügend Ersatzneubauten für alte, energetisch ungenügende Liegenschaften erstellt werden können. Vielfach fehlen den Liegenschaftensitzern Anreize für einen solchen Schritt, gerade bei Mietobjekten – dem Vermieter droht Widerstand vonseiten der Mieter, denn diese wollen keine höheren Mieten. Was sollte hier getan werden?**

Lardi: Das Mietrecht mag hier vielleicht kontraproduktiv wirken. Im Hinblick auf die Verdichtung ist für mich aber wichtiger, dass Ersatzneubauten fiskalisch gleich behandelt werden wie Sanierungen. Damit stellen wir sicher, dass die energetischen Vorteile von Neubauten gegenüber alter Substanz voll durchschlagen können.

**Der Anteil der Mietwohnungen nimmt zu. Christian Kraft von Credit Suisse Swiss Real Estate Research hat belegt, dass Mieter weniger als Eigenheimbesitzer bereit sind, für eine grössere Qualität mehr zu bezahlen. Was bedeutet diese Entwicklung in Ihren Augen für die Baubranche?**

Fortsetzung auf Seite 22 ►

► **Lardi:** Die meisten Mieter sind derzeit noch nicht bereit, für ökologische Lösungen höhere Mieten zu bezahlen. Wir befinden uns aber in einem langfristigen Umdenkprozess, sodass die Bedeutung dieser Bauten dennoch zunehmen wird. Als Beispiel können wir Biofleisch oder Strom aus erneuerbaren Energien nehmen. Bei Markteinführung hatten diese Produkte marginale Marktanteile, nun spielen sie eine immer grössere Rolle, weswegen auch Grossverteiler auf sie setzen. Das wird auch bei den ökologischen Baumaterialien beziehungsweise dem umweltbewussten Bauen so sein. Sie werden sich je länger, desto mehr etablieren.

**Welche Schwerpunkte setzen Sie bei Ihrer Arbeit für die nächsten Monate?**

**Lardi:** Eine hohe Priorität hat die Vollzugsverbesserung des GAV. Sie soll nun konkret implementiert werden. Ein anderer Schwerpunkt ist die Sensibilisierung der Bauherren,

**Delegiertenversammlung**

An der Frühjahrsdelegiertenversammlung des SBV, die am 19. Mai 2016 stattfindet, ist neben der Jahresrechnung 2015 auch die Arbeitgeberpolitik traktandiert. Es wird um den Stand des AVE-Verfahrens gehen und um die nächsten Schritte bei den Verhandlungen. Die Delegierten werden über eine Vollzugsoptimierung abstimmen. Bei dieser handelt es sich um eine Weiterentwicklung der Badge-

Lösung. Weiter wird der SBV die Parole zur Initiative «Für eine faire Verkehrsfinanzierung», die sogenannte Milchkuhinitiative, fassen. Dazu wird Andreas Burgener, Direktor «auto-schweiz», Argumente für die Initiative aufführen und Urs Hany, Vizepräsident SBV, dagegen. Der Entscheid wird auf [www.schweizerbauwirtschaft.ch](http://www.schweizerbauwirtschaft.ch) publiziert werden.

Bauarbeiten an den wirtschaftlichsten statt an den billigsten Anbieter zu vergeben. Wir wollen diesbezüglich den Bauherren ein konkretes Hilfsmittel zur Verfügung stellen.

**Ihr Vorgänger Werner Messmer war Nationalrat. Möchten auch Sie in Zukunft ein politisches Amt übernehmen?**

**Lardi:** Meine Aufgabe als SBV-Präsident beinhaltet schon heute eine gewisse politische Aktivität als Interessenvertreter. Ich schliesse eine politische Tätigkeit in der Zukunft nicht aus, aber im Moment füllen mich die beiden Aufgaben als Präsident des SBV und als CEO eines Bauunternehmens aus.

Interview: Susanna Vaneck



**Innovation that excites**

# STANDING OVATIONS.

## DER NEUE NISSAN NAVARA INKLUSIVE 5 JAHRE GARANTIE.





**NISSAN NAVARA Double Cab 4x4**  
AB FR. **24 990.-**

**NISSAN NAVARA King Cab 4x2**  
AB FR. **21 150.-**

A17305



**3.9% LEASING\*\***

**Gewohnt kraftvoll, überraschend smart – der NISSAN NAVARA setzt neue Massstäbe.** Dank innovativer Technologien ruft er bei jedem Einsatz 100% seiner Leistung ab, stemmt 1 Tonne Nutzlast, 3.5 Tonnen Anhängelast und ist dabei komfortabel wie ein PKW. Als echter Teamplayer bringt er Sie und Ihre Ladung auf jedem Terrain zuverlässig ans Ziel. Kein Wunder, dass er als „International Pick-up of the year 2016“ ausgezeichnet wurde. Überzeugen Sie sich selbst von den einzigartigen Qualitäten unseres Champions. Fahren Sie den NISSAN NAVARA noch heute Probe. Jetzt bei Ihrem NISSAN Händler.

**nissan.ch**



\*5 Jahre/160 000 km auf alle NISSAN Nutzfahrzeug-Modelle, mit Ausnahme des NISSAN e-NV200; 5 Jahre/100 000 km auf elektrofahrzeugspezifische Bauteile, 3 Jahre/100 000 km auf alle anderen Fahrzeugkomponenten. Es gilt jeweils das zuerst Erreichte. Gültig für Neufahrzeuge und Immatrikulationen ab 1. September 2015. Aktuelle Angebote und Einzelheiten erhalten Sie bei Ihrem NISSAN Händler vor Ort oder auf [www.nissan.ch](http://www.nissan.ch) bzw. [www.van-of-the-year.com](http://www.van-of-the-year.com). \*\*Es gelten die Leasingkonditionen der RCI Finance SA, 8902 Urdorf, km-Leistung/Jahr: 10 000 km, 3.97% effekt. Jahreszins, Ratenschutzversicherung inklusive. Die obligat. Vollkaskoversicherung für einen Leasingvertrag ist nicht inbegriffen. Eine Kreditvergabe ist verboten, falls sie zur Überschuldung der Kunden führt. Das Angebot richtet sich nur an Gewerbetreibende, zzgl. MwSt. Gültig bis zum 30.06.2016 oder auf Widerruf.



**DIE NISSAN NUTZFAHRZEUGE.**  
**NISSAN. STOLZER PARTNER DER UEFA CHAMPIONS LEAGUE.**